

**ASSEMBLEE NATIONALE**

4 juillet 2005

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES - (n° 2381)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 434 Rect.

présenté par

MM. Christ, Delnatte, Beaudouin, Hillmeyer, Boisseau, Loïc Bouvard, Proriot, Birraux, Vitel,  
Perrut, Herth, Moyne-Bressand, Martin-Lalande, Luca, Lazaro, Reiss, Mariani, Mme Boutin,  
MM. Schneider et Roubaud

-----  
**ARTICLE ADDITIONNEL**

**APRES L'ARTICLE 21, insérer l'article suivant :**

I. – Le 2 de l'article 150-0 D du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Les gains nets déterminés dans les conditions mentionnées au 1 sont réduits d'un abattement de 10 % pour chaque année de détention au-delà de la cinquième. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits sur les tabacs mentionnée aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Afin d'encourager l'investissement durable en valeurs mobilières ou droits sociaux tels que définis à l'article 150-0 A du CGI, il est proposé de tenir compte, pour le calcul de la plus-value taxable, de la durée de détention des titres cédés à l'instar de ce qui existe, depuis la loi de finances pour 2004, en matière de plus-values immobilières réalisées par les particuliers.

Il s'agit là d'opérer une harmonisation de l'imposition des plus-values et de permettre un choix d'investissement en toute neutralité.

Une telle mesure, conforme à un souhait formulé par le Président de la République, lors de ses vœux aux « forces vives » en janvier 2005, serait de nature à encourager la transmission d'entreprise.